Pourquoi la

Politique

Agricole

Commune

a-t-elle besoin d'un budget fort ?

Que permet-il ?

Pourquoi un budget fort pour la PAC est-il nécessaire ?

Introduction

Le coût de la PAC représente moins de 1% des dépenses publiques totales des gouvernements de l'UE et peut par exemple être comparé aux 39% consacrés à la sécurité sociale. Et pourtant, les rendements sont considérables.

La PAC joue un rôle prépondérant en garantissant la sécurité alimentaire, l'emploi et la stabilité du secteur agroalimentaire et, plus généralement, des zones rurales. Presque une personne sur six travaille dans le secteur agroalimentaire.

Grâce à la PAC, l'agriculture a non seulement joué un rôle extrêmement important de force stabilisatrice lors des récentes difficultés économiques, mais en tant qu'unique secteur gouverné par une politique réellement commune, elle a également rempli une fonction fondamentale vis-à-vis de l'intégration européenne et de la construction du marché unique. Le budget de la PAC ne constitue qu'un investissement mineur par rapport aux bénéfices substantiels et très divers qu'elle apporte en retour aux citoyens européens, bénéfices parfois considérés comme acquis.

Si nous voulons les conserver, nous devons également maintenir une PAC forte dotée d'un budget solide. Le Copa-Cogeca estime que les dépenses agricoles doivent être maintenues au moins à leur niveau actuel jusqu'en 2020. Alors que la demande alimentaire mondiale devrait augmenter de 70% d'ici à 2050 et que les craintes se font plus fortes face à l'extrême volatilité sur les marchés et aux mauvaises conditions météorologiques, il serait totalement irresponsable de réduire encore davantage le budget de la PAC, lequel connaît une baisse constante depuis des années.

Comme nous nous sommes employés à l'expliquer dans la présente brochure, le rôle d'une PAC forte dotée d'un budget solide sera plus important que jamais à l'avenir.

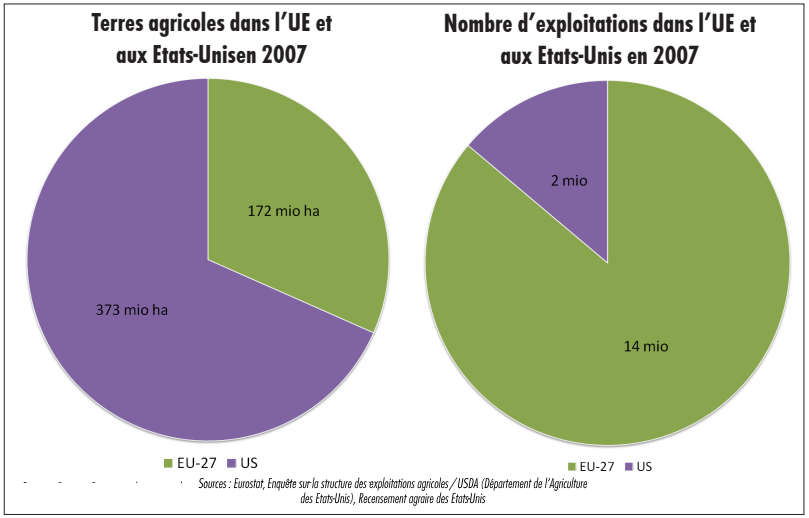
Le budget de la PAC pour la période 2014-2020 - que permet-il ?

- L'emploi de presque 40 millions de personnes
- La stabilité du marché et un choix de denrées alimentaires sûres, fiables et de qualité à des prix abordables pour 500 millions de consommateurs
- Des biens publics supplémentaires : un espace rural attrayant, le maintien de la biodiversité, la gestion de l'eau - Les agriculteurs prennent soin de trois quarts du territoire de l'UE
- Une production durable : la protection des terres et de l'environnement et le respect de normes élevées en matière de bien-être des animaux
- Une contribution à la lutte contre le changement climatique
- Le renforcement de l'économie, étant donné que le secteur agricole est un acteur important du commerce de l'UE
- Un rôle majeur pour la PAC dans la construction de l'Europe, puisqu'il s'agit de la seule politique commune, pour un coût qui représente moins de 1% des dépenses publiques totales des gouvernements de l'UE

L'emploi de presque 40 millions de personnes

Le secteur agroalimentaire de l'UE emploie presque 40 millions de personnes, parmi lesquelles 26 millions travaillent dans des exploitations agricoles, soit à temps plein, soit à temps partiel. Les autres sont employées dans des secteurs connexes, tels que la production d'intrants agricoles ou la transformation, la distribution et la vente au détail de denrées alimentaires (Source : Eurostat, Enquête sur la structure des exploitations agricoles, 2010).

Les dépenses consacrées au secteur agricole permettent de développer la croissance et l'emploi dans les zones rurales et ont de nombreuses retombées positives sur d'autres secteurs de l'économie. Il est clair qu'en l'absence du soutien qu'apporte la PAC aux agriculteurs, un nombre considérable d'emplois dans le secteur agroalimentaire serait perdu.



Dans le contexte de la crise économique actuelle, le rôle de la PAC en termes de maintien de l'emploi dans les zones rurales est plus important que jamais.

Emploi au sein de la chaîne agroalimentaire européenne (UE-27, 2010)

UE-27	Personnes
Intrants	211.200
Agriculture	25.691.170
Industrie	4.647.200
Commerce de gros	2.176.500
Commerce de détail	6.650.000
Chaîne agroalimentaire	**39.376.070**

Sources: Eurostat, Statistiques sur l'emploi et Enquête sur la structure des exploitations agricoles, 2010

L'emploi de presque 40 millions de personnes

La stabilité du marché et un choix de denrées alimentaires sûres, fiables et de qualité à des prix abordables pour 500 millions de consommateurs

Dans le cadre de la crise économique actuelle, il est plus important que jamais de fournir aux consommateurs un approvisionnement sûr et fiable en denrées alimentaires à des prix abordables.

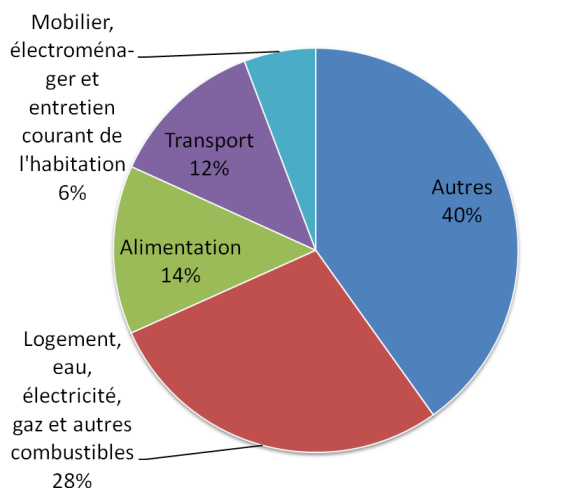
Les consommateurs ne dépensent actuellement que 14% de leur revenu en moyenne pour leur alimentation. Mais la production alimentaire est très dépendante des conditions climatiques, ce qui rend le marché encore moins fiable que dans d'autres secteurs. Au cours des 17 dernières années, l'augmentation des coûts de production a largement dépassé celle des prix que les agriculteurs recevaient pour leurs produits. La volatilité du marché est devenue plus extrême, ce qui constitue actuellement un défi considérable pour les agriculteurs et leurs coopératives. Si cette volatilité n'est pas gérée de manière appropriée, elle risque de déstabiliser l'ensemble de la chaîne.

Voilà pourquoi une PAC forte est essentielle. Elle fournit des outils tels que l'intervention publique européenne, qui aide à réguler le marché. Les mesures de gestion du marché permettent aux agriculteurs et aux coopératives agricoles de faire face aux périodes de prix bas sur le marché et/ou de rapides augmentations des coûts. La PAC aide également les agriculteurs à devenir plus compétitifs en leur permettant de moderniser leurs exploitations. Face au pouvoir d'achat considérable de quelques distributeurs, les agriculteurs peuvent également améliorer leur position sur le marché en s'unissant au sein de coopératives. En outre, la PAC finance la distribution de fruits et légumes et de lait dans les écoles, aidant ainsi les enfants à développer des habitudes alimentaires saines.

Le maintien de la sécurité alimentaire va cependant devenir plus difficile que par le passé. Les agriculteurs et leurs coopératives sont touchés par des conditions météorologiques de plus en plus variables, allant de la sécheresse aux inondations, qui ont pour conséquence d'importants dégâts des cultures. La demande alimentaire mondiale devrait augmenter de 70% d'ici 2050, et pourtant la disponibilité des terres agricoles est en déclin et le niveau des réserves mondiales en eau est déjà très bas. Dans ce contexte, il est plus important que jamais d'avoir un budget fort pour la PAC.

Les consommateurs ne dépensent actuellement que 14% de leur revenu en moyenne pour leur alimentation.

Principales dépenses de consommation des ménages privés (en SPA), UE-27, 2005



Source : Eurostat

Des biens publics supplémentaires : un espace rural attrayant, le maintien de la biodiversité, la gestion de l'eau - les agriculteurs prennent soin de trois quarts du territoire de l'UE

La PAC ne garantit pas seulement que les agriculteurs puissent produire d'une manière respectueuse de l'environnement et ayant pour conséquence un paysage rural attrayant, elle les incite également à exploiter leurs compétences de gestion des terres afin de fournir des services publics supplémentaires bénéficiant aux zones rurales. Il s'agit là de la meilleure manière de garantir que les agriculteurs puissent concilier en toute harmonie productivité et maintien des paysages ruraux.

A titre d'exemple, si seules l'économie et l'efficacité entraient en ligne de compte, les haies, les taillis et les étangs auraient disparu du paysage. En effet, leur maintien accroît de manière significative les coûts des agriculteurs et ils n'obtiennent rien du marché en échange pour ce service. Toutefois, avec l'aide des paiements de la PAC, les agriculteurs sont en mesure de les entretenir.

Les agriculteurs préservent également les zones humides, les prairies sèches et les fossés afin d'attirer la faune sauvage et garantissent l'entretien des murets de pierres sèches et des sentiers pédestres, qui sont importants pour les visiteurs. Les agriculteurs sont de plus en plus chargés de mettre en œuvre une gestion des terres et de l'eau qui contribue à la réduction des inondations ou au maintien des eaux souterraines.

Il est impossible de faire payer ces services aux citoyens individuels mais ils demeurent néanmoins extrêmement importants, aussi bien du point de vue économique (attirer les visiteurs vers la région) que de celui du maintien d'une partie de notre héritage culturel et environnemental.

Les agriculteurs et les sylviculteurs s'occupent de trois quarts du territoire européen. La PAC les aide à le faire de manière durable.

Une production durable : la protection des terres et de l'environnement et le respect de normes élevées en matière de bien-être des animaux

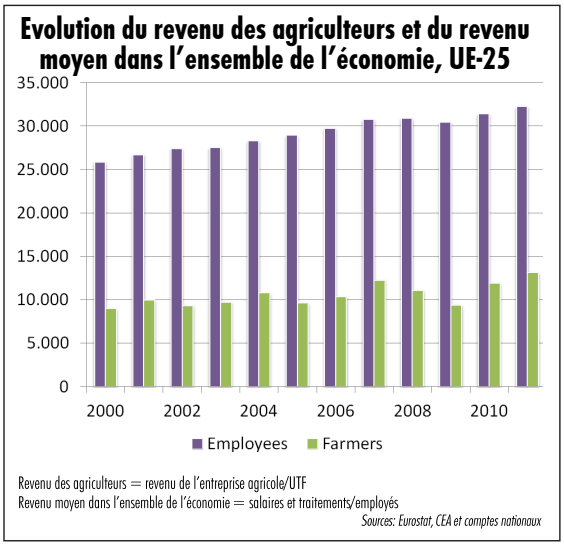
La PAC garantit que les agriculteurs puissent remplir leur rôle économique de production de denrées alimentaires, sur fond de hausse de la demande alimentaire, et ce de manière à protéger nos paysages ruraux, notre environnement, nos animaux et la faune sauvage.

Par exemple, les agriculteurs de l'UE doivent non seulement maintenir la qualité de l'eau et prévenir l'érosion des sols mais également garantir la sauvegarde des habitats naturels tels que les taillis et les haies et la protection des oiseaux sauvages, de la flore et de la faune. En outre, la PAC garantit que les agriculteurs respectent des règles européennes bien définies en matière de bien-être des animaux. Ce sont des règles qui ne s'appliquent pas aux importations vers l'UE. Le fait de se conformer aux normes communautaires très strictes signifie des coûts de production plus élevés pour les agriculteurs européens que ceux de la plupart de leurs concurrents. Les hausses de coûts de production ont récemment largement dépassé les prix reçus par les agriculteurs pour leurs produits. Cela explique partiellement ce pourquoi le revenu moyen des agriculteurs dans l'UE représente moins de la moitié du niveau moyen de revenu dans les autres secteurs (moyenne pour 2009-2011 : 31% dans l'UE-27 ; 46% dans l'UE-15).

Il s'agit par ailleurs de l'une des raisons pour lesquelles la PAC, qui doit être dotée d'un bon budget, rémunère les agriculteurs pour garantir une production durable. La PAC permet ainsi aux producteurs européens de couvrir les coûts d'une agriculture durable face à la forte concurrence internationale.

En l'absence de la PAC, l'UE deviendrait bien plus dépendante des importations, qui ne sont pas tenues de respecter les normes communautaires élevées en matière de production et de bien-être des animaux, or elle n'a aucun contrôle sur la manière dont elles sont produites.

Le revenu moyen des agriculteurs dans l'UE représente moins de la moitié du niveau moyen de revenu dans les autres secteurs



Farmer's income/Average salary

geo/time	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011e
EU-27	26%	29%	27%	28%	32%	27%	28%	32%	30%	25%	33%	36%
EU-25	35%	37%	34%	35%	38%	33%	35%	40%	36%	31%	38%	41%
EU-15	48%	52%	47%	49%	50%	44%	45%	52%	46%	40%	49%	51%

Source: Eurostat, National accounts and Economic Accounts for Agriculture

Une contribution à la lutte contre le changement climatique

Les agriculteurs sont bien conscients de la nécessité de lutter contre le changement climatique, puisqu'il en voient de plus en plus les effets, étant confrontés à des périodes de récolte changeantes, à des gelées précoces ou tardives, à des incendies, à des inondations et à la sécheresse.

Les agriculteurs réduisent déjà les émissions, tant dans l'exploitation qu'en dehors de celle-ci : ils utilisent des cultures, de la paille, des effluents d'élevage et d'autres déchets pour la production d'énergie renouvelable et d'engrais, l'énergie solaire pour la production de chaleur et l'énergie éolienne pour la production d'électricité. Le secteur agricole de l'UE représente seulement 9% des émissions totales de gaz à effet de serre de l'UE et est parvenu à les réduire de 22% au cours de la période 1990-2010, par rapport à 15% dans les autres secteurs.

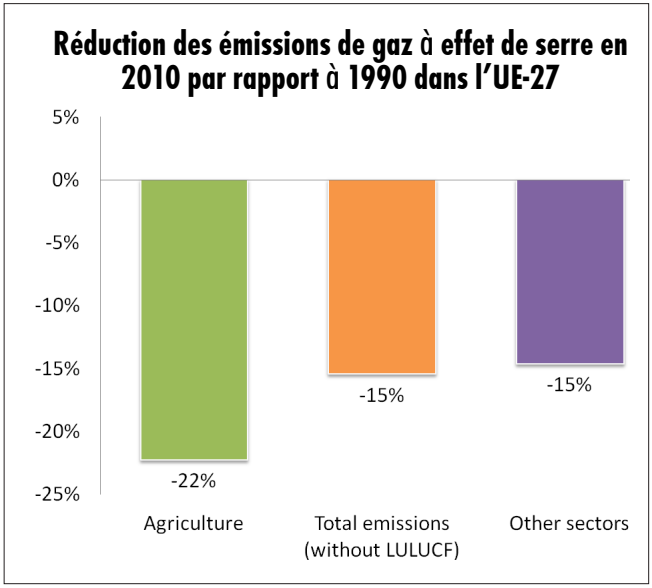
Les produits des cultures agricoles peuvent également être utilisés pour produire des biocarburants et des matériaux industriels renouvelables. Cela contribuera à réduire les émissions dans d'autres secteurs et permettra une meilleure indépendance de l'UE en termes d'approvisionnement énergétique.

A l'avenir, le changement climatique devrait causer des déplacements régionaux accrus des possibilités de production au niveau mondial, la production étant tout simplement impossible dans certaines régions. Par ailleurs, les phénomènes climatiques extrêmes et la propagation des maladies animales et végétales devraient s'intensifier, ce qui aura pour effet une instabilité de l'approvisionnement alimentaire mondial et des prix.

La PAC peut aider les agriculteurs à apporter une réponse au changement climatique : les cultures agricoles absorbent les émissions de dioxyde de carbone dans le sol et peuvent également être utilisées pour produire des biocarburants et d'autres matériaux renouvelables.

La PAC, dotée d'un budget fort, aura un rôle capital à jouer à l'avenir :

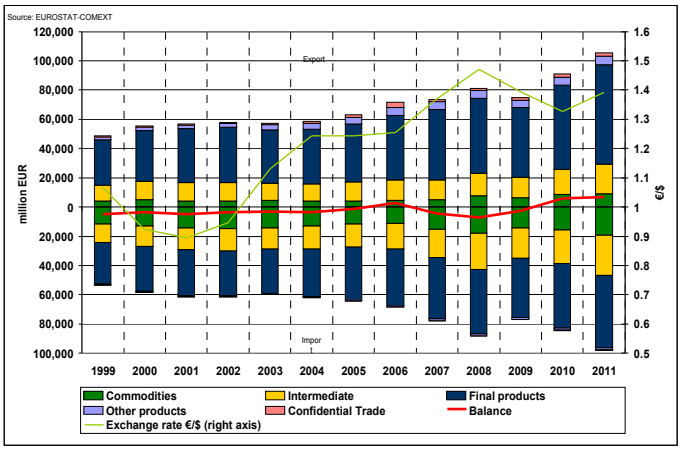
- garantir la sécurité alimentaire et la stabilité face à l'incertitude climatique mondiale ;
- encourager la recherche et les nouvelles techniques et aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique et à en atténuer l'impact ;
- aider les agriculteurs à contribuer à une plus grande sécurité énergétique et environnementale.



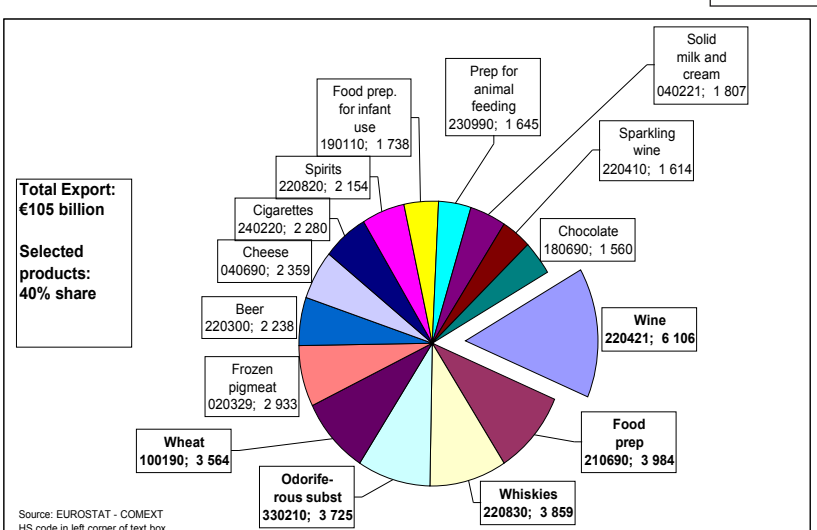
Le renforcement de l'économie, étant donné que le secteur agricole est un acteur important du commerce de l'UE

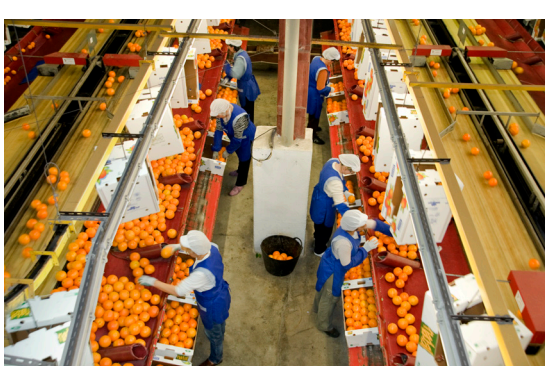
Le secteur agroalimentaire européen, des agriculteurs aux transformateurs, est le secteur économique le plus important de l'UE. La PAC permet de garantir un approvisionnement en denrées alimentaires sûres et de qualité à 500 millions de consommateurs dans l'UE et aide les agriculteurs à maintenir leur position compétitive. L'UE est passée depuis 2009 d'une position d'importateur net de denrées alimentaires à une position d'exportateur net et se place maintenant en cinquième position en termes d'exportations.

EU27 structure of agricultural trade (1999-2011)



EU27 main agricultural exports in 2011





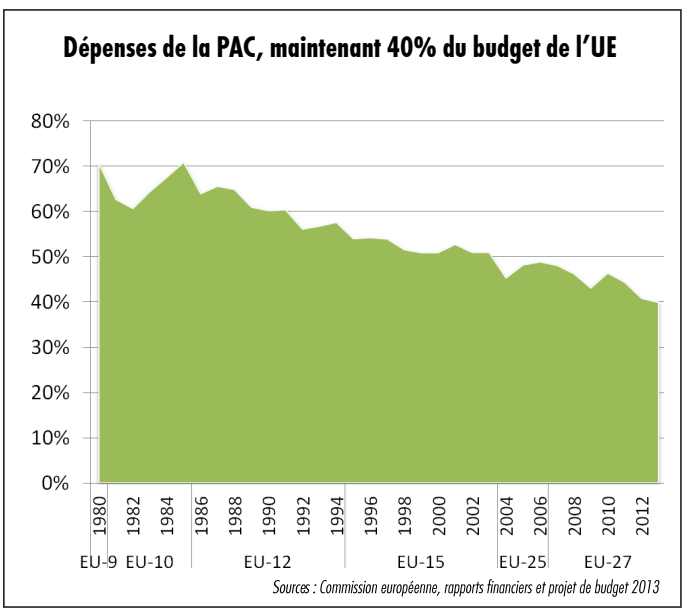
Zwergikäse
MARILLEN
WEISS
MARILLEN CHUTNEY
Tassilo
WALDER
PARKER

Un rôle majeur pour la PAC dans la construction de l'Europe, puisqu'il s'agit de la seule politique commune, pour un coût qui représente moins de 1% des dépenses publiques totales des gouvernements de l'UE

L'agriculture est le seul secteur qui dispose d'une politique européenne véritablement commune, laquelle a largement contribué, avec succès, à la construction de l'Europe.

Etant donné que la PAC est la seule politique commune intégralement financée par le budget de l'UE, il n'est pas étonnant qu'elle représente une part relativement large de ce budget. Si par exemple, les dépenses pour la recherche étaient comme pour la PAC totalement intégrées, son budget serait trois fois plus important que celui de celle-ci. En outre, en dépit des nombreuses adhésions à l'UE, les dépenses pour la PAC, y compris les dépenses du développement rural, ont diminué de 71% en 1980 à 40% en 2013. Le budget total de l'UE ne représente que 2,3% des dépenses nationales des gouvernements et la PAC seulement 0,93%. Contre 110 € par an, les agriculteurs garantissent aux citoyens européens un approvisionnement stable en denrées alimentaires de haute qualité.

Le budget total de l'UE ne représente que 2,3% des dépenses nationales des gouvernements et la PAC seulement 0,93%.



Questions fréquemment posées

Pourquoi est-il important que les contribuables apportent leur soutien aux agriculteurs ?

Il y a trois grandes raisons à cela :

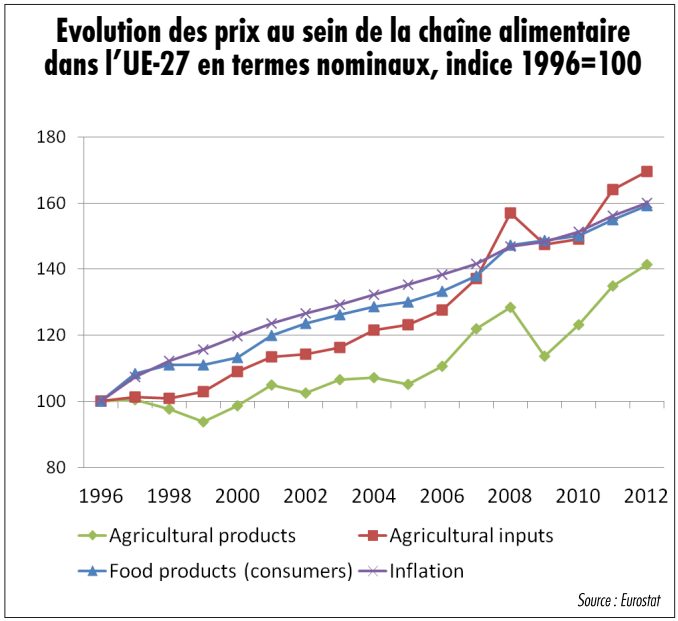
- La meilleure manière de garantir l'accès des citoyens européens à un approvisionnement fiable et sûr en denrées alimentaires est de maintenir notre capacité de production en Europe, même si elle coûte un peu plus. Cela est plus important que jamais étant donné que la demande alimentaire mondiale devrait augmenter de 70% d'ici 2050 et que le changement climatique accroît la précarité et la volatilité de la production mondiale.
- La production européenne respecte des normes plus élevées que dans la plupart des pays tiers. Ces normes garantissent la durabilité de la production et la protection de notre environnement, de nos paysages ruraux, de nos animaux et de la faune sauvage. Mais elles signifient que les coûts des agriculteurs sont considérablement supérieurs à ceux de leurs concurrents. Les prix payés par les supermarchés aux agriculteurs ne couvrent pas ces coûts.
- La PAC encourage les agriculteurs à tirer parti de leurs compétences de gestion des terres afin de fournir des services supplémentaires bénéficiant aux zones rurales et au grand public : entretenir les terres de manière à y attirer la faune, garantir la préservation des sentiers pédestres pour les visiteurs, veiller à la bonne gestion des ressources foncières et hydriques, aidant ainsi à réduire les inondations et à maintenir les eaux souterraines, etc. La liste est longue.

Non seulement les agriculteurs garantissent la sécurité alimentaire, mais ils assurent en outre le caractère attrayant et le dynamisme économique des zones rurales de toute l'UE.

Les agriculteurs sont-ils responsables des prix élevés des denrées alimentaires dans les supermarchés ?

Les prix perçus par les agriculteurs pour leurs produits n'ont que peu de relation avec les prix payés par les consommateurs dans les supermarchés. A titre d'exemple, seuls 20% du prix d'un morceau de steak dans un magasin reviennent à l'agriculteur, même lorsqu'aucune transformation n'a été nécessaire. Dans le cas du pain, les agriculteurs ne reçoivent que 8% du prix. Le reste couvre les frais de transport et d'emballage, et permet au supermarché de dégager une marge.

En fait, l'augmentation des coûts des agriculteurs et des prix des denrées alimentaires a été depuis 1996 largement plus rapide que celle des prix que les agriculteurs reçoivent pour leurs produits. Il est donc clair que les recettes tirées par les agriculteurs du marché ne font que se réduire, ce qui a contribué à maintenir des prix bas pour l'alimentation.



Au cours des 17 dernières années, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 3% chaque année, ce qui représente bien plus que la hausse de 2,3% des prix perçus par les agriculteurs pour leurs produits. Et pourtant, les coûts des agriculteurs ont augmenté de 3,5% par an sur la même période.

Price developments in the food chain

EU-27, Index, 1996=100, nominal value	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Agricultural products	100	100,5	97,6	93,8	98,7	105,0	102,6	106,5	107,2	105,1	110,6	122,0	128,4	113,6	123,1	134,9	141,3
Agricultural inputs	100	101,3	101,0	102,9	109,1	113,5	114,3	116,2	121,5	123,1	127,6	137,0	157,0	147,4	149,1	164,0	169,5
Food products (consumers)	100	108,4	111,1	111,0	113,2	119,9	123,6	126,3	128,7	130,1	133,3	138,0	147,2	148,6	150,1	154,9	159,2
Inflation	100	107,3	112,3	115,6	119,6	123,5	126,6	129,3	132,2	135,3	138,4	141,7	146,8	148,3	151,4	156,1	160,0

Source: Eurostat

Since 1996, food prices have increased by 3% each year and agricultural input prices by 3.5% but farmers prices by only 2.3%

LE COPA ET LA COGECA :

LA VOIX DES AGRICULTEURS ET DES COOPERATIVES AGRICOLES DE L'UE

Le Copa-Cogeca est la voix unie des agriculteurs et de leurs coopératives dans l'Union européenne. Ensemble, les deux organisations œuvrent pour une agriculture européenne durable, innovante et compétitive, qui puisse garantir la sécurité de l'approvisionnement alimentaire aux 500 millions de citoyens européens. Le Copa représente plus de 13 millions d'agriculteurs et leurs familles, tandis que la Cogeca représente les intérêts de 38 000 coopératives agricoles. Elles comptent au total 70 organisations membres issues des différents Etats membres de l'UE.

copa cogeca

european farmers european agri-cooperatives

Copa-Cogeca
European Farmers European Agri-Cooperatives
61 Rue de Trèves
B - 1040 Brussels

Phone 00 32 (0) 2 287 27 11
Fax 00 32 (0) 2 287 27 00

www.copa-cogeca.eu